

L'Abeyille

de la Nouvelle-Orléans

Journal Hebdomadaire

Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 4100.

Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississipi, par an \$2.50
Pour les Etats-Unis, un an \$3.00
Par mois 25c

Le Voeu du Pays

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de trois heures à sept heures, les uns après les autres, les interpellateurs gravirent la tribune de la Chambre et dirent son fait au gouvernement. Les uns après les autres, ils montaient les marches redoutables et commençaient de parler, brillants ou ternes, véhéments ou calmes, fielleux ou courtois. Et ces discours, qui tombaient, monotones ou par bourrasques, faisaient si bien songer à la pluie, à la pluie régulière ou saccadée, lente, ténue, violente, ou orageuse, qu'à un moment de la discussion, M. Aristide Briand, pris à partie sans aménité, par l'un de ses adversaires, déclara, sur un ton nonchalant, en levant le bras suivant un geste coutumier: "Je suis un vieux parapluie sur lequel il a beaucoup plu..."

On a donc parlé pendant quatre jours. On reparlera mardi. Durant des heures et des heures, des orateurs ont repris les mêmes arguments, ont répété des mots et des phrases dits au cours des précédentes discussions. Seuls des incidents de personne, d'après attaques, des violences, ont ranimé l'attention des auditeurs lassés, et devant ces "mouvements de séance," devant ces invectives et ces gestes, je songeais aux débats d'avant-guerre, aux invectives, aux ambitions, aux violences, aux luttes de personnes que nous affectionnons alors de railler ou de mépriser.

Est-ce donc là ce que souhaite le pays? Imagine-t-on l'endormir au bruit humide et monotone de la froide cascade de mots?

Je plains ceux que berce cette illusion... Les mots ne portent plus guère sur la masse... Elle peut s'amuser des "violents incidents à la Chambre," que les feuilles du soir annoncent en manchette, mais comme elle s'amuse des aventures de Charlot au cinéma. Les faits, les actes lui importent seuls. Elle est devenue positive, pratique. Or, les gens positifs, pratiques, veulent avant tout savoir où ils en sont et où ils vont, et pour le savoir dressent des bilans. Pour qui sait écouter et voir, le vœu du pays est net; il est pris d'un immense désir de clarté.

Interrogez "l'homme de la rue." Il vous dira: "Ce que je veux avant tout, c'est savoir exactement où nous en sommes. Je veux voir clair dans la situation extérieure et intérieure. Foin des mots et des formules par lesquels on dupe les esprits et l'on pipe les voix. Quel que soit l'état de nos affaires, si mauvais soit-il, en admettant qu'il le soit, j'entends le connaître, car rien n'est plus malsain que l'incertitude. Pour travailler, pour lutter avec courage, pour vaincre, il faut une base solide. Que voulez-vous que je fasse si je vis dans un nuage et marche sur un sol qui se dérobo sous mes pas? Dites-moi la vérité carrément et sans phrases. Dites-moi: "Nous devons telle somme, à tels individus, nos dépenses atteignent tel chiffre, notre revenu est de tant." Comprimez les dépenses de façon à équilibrer votre budget, et si, malgré tout, vous êtes en déficit, dites-le aussi. Demandez-nous l'effort fiscal que vous jugerez nécessaire pour assainir notre atmosphère économique, mais demandez-le simplement, clairement. Réformez vos impôts, rendez-les nets, clairs, et faites en sorte de ne pas décourager les honnêtes gens. Ne votez pas de taxes inapplicables, que les "poires" paieront seules, d'abord, et qu'elles cesseront vite d'acquiescer quand elles se seront aperçues que les malins les regardent faire queue chez le percepteur avec un petit

sourire dédaigneux au coin des lèvres."

Nous sommes un peuple épris avant tout de clarté. Rappelez-vous les strophes magnifiques de l'ode de Mistral: "Relève-toi, race latine, sous la chape du soleil!... Ta langue mère, ce grand fleuve, versant l'amour et la lumière... Cette lumière, cette clarté, cette netteté, cette droiture, nous la voulons en tout et pour tout. Nous aimons l'effort et le courage, nous l'avons assez prouvé cinq années durant et pendant des siècles; nous avons dans le cœur l'ardeur et l'enthousiasme, mais pour nous élaner d'un coup d'aile nous avons besoin de nous appuyer fermement sur la terre.

De la netteté dans l'ordre politique proprement dit, de la netteté dans l'ordre financier, de la netteté dans nos relations avec les autres peuples, et par conséquent de la stabilité dans notre vie quotidienne, la possibilité d'agir, de produire, dans ces conditions régulières, voilà ce que veut le pays, parce qu'il sent bien que c'est là et là seulement qu'est le salut.

Il semble que M. le président du Conseil se soit rendu compte de cet état d'esprit, et c'est ainsi qu'on peut s'expliquer maints passages de son discours d'hier. Il a bien discerné ce qu'il y avait eu de trouble, d'incertain dans les élections de 1919, et dans l'usage que d'aucuns ont prétendu ou prétendent en faire. Il a justement précisé les aspirations profondes de la nation après la guerre, son désir de doute, de calme, de travail dans la paix. Mais ces aspirations, ce désir-là, il ne faut pas se contenter de les exprimer, il faut encore les satisfaire. Et cela est moins aisé.

Le Français veut le calme, et le travail dans la paix, mais il les veut en être intelligent, qui a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre. Qu'il s'agisse de politique intérieure ou extérieure, de finances ou de diplomatie, le sentiment dominant dans son cœur est le même: Il ne veut pas être dupe.

Il ne veut pas être dupe, par intelligence, par amour-propre plus encore que par intérêt.

Ne pas être dupe, c'est la règle qu'il entend s'imposer en politique étrangère. Il ne faut pas qu'il soit dupe de ses anciens ennemis dont il redoute la rusé et l'esprit de revanche. Il ne veut pas que celui qui l'attaqua hier reste armé, pour l'attaquer demain; il ne veut pas payer les frais de la casse faite par l'adversaire; il ne veut pas que cet adversaire simule la faillite pour ne point acquiescer ce qu'il lui doit, tout en travaillant, en produisant, en exportant, en s'enrichissant grâce à son change; il ne veut pas que ses alliés le dupent en aidant le vaincu à son détriment, économiquement et politiquement; il n'admet pas que ces alliés soient dupés eux-mêmes et détournés des voies droites par une coterie mercantile.

Ne pas être dupe, c'est aussi la règle de sa politique intérieure. Il n'entend pas être trompé par ceux qui affectent de prêcher la paix dans la nation, le désarmement des cœurs, l'union pour la reconstruction nationale, et attisent les haines en dessous. Il n'entend pas que les frais de la guerre retombent sur les épaules de ceux qui la firent, qui en souffrirent dans leurs corps ou dans leurs biens, tandis que ceux qui en profitèrent, rassurés peu à peu, jouent maintenant leur nouveau rôle, sans vergogne; il n'entend pas que, devant certaines Commissions de réforme, on rogne systématiquement les pensions des mutilés, tandis que nombreux sont encore les enrichis de guerre qui doivent au trésor et ne s'acquittent pas; il n'entend pas que l'impôt soit établi de telle sorte que les naïfs seuls le payent; il n'admet pas que certaines corporations se coalisent pour le duper économiquement non plus que de voir ses représentants dupés eux-mêmes et détournés des voies droites par des intérêts de personnes, par des coteries politiciennes.

Au seuil de cette année parlementaire qui doit être décisive, le peuple de France veut de la franchise, de l'intelligence, de la stabilité. S'il a le sentiment qu'on lui dit la vérité, que ses chefs voient clair, cherchent la justice

au dedans et au dehors, il les suivra dans l'ordre et la confiance et saura faire les sacrifices nécessaires. Malgré les charges écrasantes, les douleurs et le sang répandu, tremblant encore de la bourrasque de la guerre, mais sûr de lui, l'espoir au cœur, il reprendra sa marche, et le vieux rêve interrompu de clarté, de courage, de justice et d'amour.—André Fribourg, député, Secrétaire de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts, et membre du Conseil Supérieur des Colonies.

M. Briand a Washington

Le premier ministre, M. Briand, est arrivé à New-York, ces jours derniers, à la tête de la délégation que la France envoie à la conférence de Washington.

Aux représentants de la presse américaine, M. Briand a donné l'assurance de l'entière sympathie qui animait la France envers les projets de limitation des armements, objets de la conférence; il a ajouté que la préoccupation dominante des délégués français était d'obtenir des garanties définies de sécurité pour leur pays.

C'était poser de façon claire les deux termes de l'équation que la conférence est appelée à résoudre, et non pas seulement par rapport à la France, mais par rapport à tous les pays.

Il est bel et bon de parler de désarmement, de limitation des armements sur mer et sur terre; en principe, tout le monde opine du bonnet.

Mais la question n'est pas de se faire applaudir, à ce que nous imaginons; la question est d'arriver à des résultats pratiques.

Or, on aura beau parler, palabrer, faire appel au sentiment universel plus que jamais manifeste en faveur d'un commencement de désarmement, si on veut arriver à des résultats pratiques, si on veut obtenir des nations intéressées leur consentement à un programme de limitation, la chose essentielle, fondamentale à accomplir, c'est, d'abord, d'assurer à ces nations, en autant du moins que la chose est humainement réalisable, la sécurité de leur territoire.

Or, cette garantie de sécurité sans laquelle la France ne peut consentir à abandonner son programme de défense militaire, à l'heure actuelle seule garantie de cette sécurité, nous n'hésitons pas à prédire que M. Briand sera impuissant à l'obtenir des Etats-Unis. Inutile d'ajouter que nul ne le regrettera plus que nous.

Des assurances verbales, il en recevra par boisseaux. Il reviendra enguirlandé de protestations de bon vouloir, de sympathie et d'amitié même, et sans aucun doute, ces protestations seront l'expression sincère des sentiments de la grande majorité des Américains; mais, pour ce qui est d'obtenir un traité d'alliance, un engagement ferme qui lierait formellement les Etats-Unis, nous estimons, en toute sincérité que le premier ministre français peut en faire son deuil.

S'il entretenait l'espoir d'amener le cabinet américain à parapher le projet de traité suggéré à Versailles, et que M. Clemenceau avait accepté comme compensation pour l'abandon de la frontière du Rhin, le fameux traité par lequel la Grande-Bretagne et les Etats-Unis devaient s'engager à secourir la France, dans le cas où sa sécurité viendrait à être menacée, nous craignons en toute sincérité qu'il ne soit déçu; il s'en retournera bredouille.

Sans doute, M. Briand emportera la conviction, bien fondée d'ailleurs, que si jamais la France venait à être de nouveau menacée dans sa sécurité, les Etats-Unis n'hésiteraient pas à intervenir de tout le poids de leur influence pour sauver la France de ce nouveau péril.

On peut, en fin de compte, considérer que cette conviction vaut autant, sinon mieux qu'un traité, mais il est douteux que l'opinion publique en France se rallie à ce point de vue.

Si désireux que soit le peuple français de se débarrasser du lourd fardeau des armements (et nul peuple, probablement, n'est plus sincèrement las de ces sacrifices, car nul n'est mieux payé pour

abhorrer la guerre et ses horreurs), il est trop certain que jamais il ne consentira à désarmer tant que, pour garantie de sa sécurité nationale, il n'aura à compter que sur des protestations de sympathie.

On ne peut honnêtement l'en blâmer quand on sait à quelle menace il reste exposé de la part d'un ennemi qui n'a point désarmé moralement et qui, encore à l'heure actuelle, comme le dénonçait le correspondant spécial du "Times," de Londres, s'ingénie à évader les stipulations expresses du traité de Versailles.—Presse, Montréal.

ANNIVERSAIRE

Il y a eu trois ans hier, l'armistice mettait fin à la guerre; l'Allemagne vaincue était forcée d'accepter, dès ce moment même, les conditions qu'elle savait que les Alliés lui imposeraient.

Il y a trois ans, New-York était fou de joie; partout débordait l'enthousiasme le plus délirant. On croyait à la paix définitive, décisive; on pensait qu'elle allait régner à jamais sur le monde. Et ces trois ans n'ont été, hélas! qu'un long cauchemar, amenant désastre sur désastre; guerres en Europe, en Asie, en Afrique, menaces de guerre ailleurs, catastrophes financières un peu partout et misère en tous lieux.

Les impôts écrasent les peuples, surtout ceux qui doivent ou croient devoir maintenir une armée puissante. C'est cela qu'aujourd'hui, trois ans après la signature de l'armistice, les gouvernements les plus intéressés sont disposés à combattre. Peut-être ce que n'a pu réaliser le Covenant du traité de Versailles, la Conférence de Washington le pourra-t-elle. Souhaitons-le, et espérons que les hommes éminents qui sont réunis aujourd'hui arriveront à établir la paix internationale en faisant aux différentes nations accepter l'obligation de ne pas recourir à la guerre, mais de se soumettre à l'arbitrage; et qu'en attendant, ils parviendront à s'entendre sur ce que veut dire et doit être la limitation des armements.

Après trois ans, on a bien mérité un peu de paix véritable.

L'Attentat sur l'Ambassadeur Herrick

Ça n'a été qu'un cri d'indignation quand la nouvelle s'est répandue de l'abominable attentat perpétré contre M. Myron-T. Herrick.

C'est que l'ambassadeur des Etats-Unis aime la France comme s'il était Français. Tout le monde se souvient qu'aux jours d'angoisse de septembre 1914, il refusa, en dépit de l'avance allemande, de quitter la capitale. Il avait même fait préparer des papillons, imprimés en anglais et en allemand, qu'il se proposait de placer sur les monuments de Paris, avec la volonté de les préserver du vandalisme ennemi. Son héroïque obstination maillit lui coûter la vie: une des premières bombes lancées par un taube éclata non loin de lui. Comme on le félicitait d'avoir échappé au danger, il eut ce mot digne de l'antiquité: "Il eût peut-être été préférable que je fusse tué, car, dans certains cas, un homme mort peut rendre plus de services qu'un homme vivant."

On ne compte plus les chaleureux témoignages de sympathie que nous donna M. Myron-T. Herrick. Chacun de ses discours, chacun de ses écrits est un hymne à la France. Comme, l'an dernier, beaucoup de ses concitoyens, égarés par une propagande dont on devine les sources, s'imaginaient que notre pays ne s'était pas remis au travail, il prit la peine de visiter les régions dévastées et fit partager aux Américains, dans un article émouvant, l'impression qu'il avait ressentie devant la "métamorphose merveilleuse" des contrées ravagées par la guerre. Il terminait par cette éloquente adjuration:

"Ce peuple a attendu trop longtemps les indemnités qui doivent l'aider à restaurer ses maisons. Elles lui sont dues. Il les a bien gagnées. Le monde a pour obligation de faire qu'elles lui soient accordées."